

17 OCTOBRE 2020

JOURNÉE MONDIALE DU REFUS DE LA MISÈRE

VERS LA JUSTICE SOCIALE
ET ENVIRONNEMENTALE

#REFUSERLAMISERE

ENSEMBLE
PRENONS LE GUIDON
CHANGÉONS
DE DIRECTION!



CONVAINCUES QUE JUSTICE SOCIALE ET JUSTICE ENVIRONNEMENTALE VONT DE PAIR, 60 ORGANISATIONS RÉUNIES AU SEIN DU COLLECTIF REFUSER LA MISÈRE APPELLENT À UNE MOBILISATION GÉNÉRALE POUR LA JUSTICE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE LE 17 OCTOBRE, À L'OCCASION DE LA JOURNÉE MONDIALE DU REFUS DE LA MISÈRE.

Vers la justice sociale et environnementale !

Les personnes les plus pauvres, premières touchées par les effets du changement climatique

On l'a vu avec la crise de la COVID-19 : nous ne sommes pas égaux devant la pandémie. Nous ne le sommes pas davantage face aux changements climatiques. Comme les pays les plus pauvres sont davantage exposés aux effets du changement climatique, les personnes les plus défavorisées sont surexposées aux dégâts environnementaux.

D'abord, du fait de leurs lieux d'habitation, souvent situés à proximité de poches de pollution – près d'activités industrielles ou agricoles polluantes, de carrefours routiers, dans un environnement bétonné – souvent mal isolés ou en situation de sur-occupation. Dans ces passoires énergétiques, nombreux sont ceux qui cherchent à faire des économies sur des factures qu'ils ne peuvent pas payer. Les conséquences sur leur santé, souvent déjà fragile, sont graves : saturnisme, asthme, maladies respiratoires chroniques qui, en France, concernent 57,3 pour mille bénéficiaires de la couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C) contre 35,4 pour mille de la population générale.

**EN FRANCE,
5,8 MILLIONS DE MÉNAGES
SONT EN SITUATION DE
PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE
DONT 2,6 MILLIONS
DE MÉNAGES MODESTES.**

Des politiques et des mesures qui laissent les plus pauvres de côté

Alors que nous devrions donner à chacun les moyens d'agir avec une attention prioritaire vis-à-vis des personnes ayant de faibles revenus pour les accompagner vers cette transformation de la société, c'est aujourd'hui le contraire que nous constatons ! Davantage touchées par les effets du changement climatique, les personnes les plus pauvres sont aussi les plus impactées par les mesures environnementales. La construction du Grand Paris ou la réhabilitation des friches industrielles de Confluence en éco-quartier à Lyon en sont des exemples criants : l'arrivée des transports s'accompagne d'une rénovation du quartier, des bâtiments, des logements, qui entraîne une augmentation des loyers et un rejet des habitants pauvres dans une périphérie éloignée. La taxe carbone proposée dans le cadre de la transition écologique est une illustration de mesures réfléchies sans en évaluer l'impact sur les plus vulnérables. De manière générale, la fiscalité écologique pèse déjà plus fortement sur les ménages les plus pauvres. Son impact sur les ménages varie d'un facteur 4 entre le premier décile de revenus (soit 1,8 % du revenu des plus pauvres) et le dernier décile (soit 0,4 % du revenu des plus riches), alors même qu'en France, l'empreinte écologique des 10 % les plus pauvres est deux fois inférieure à celle des 10 % les plus fortunés. Autant d'efforts demandés aux personnes les plus pauvres quand, dans le même temps, on supprime les services publics de proximités (santé, transport, éducation).

**EN FRANCE,
L'EMPREINTE ÉCOLOGIQUE
DES 10% LES PLUS PAUVRES
EST 2 FOIS INFÉRIEURE
À CELLE
DES 10% LES PLUS FORTUNÉS.**

Nos propositions pour une transition écologique juste

Pour bâtir un monde de justice sociale et environnementale, nous connaissons les priorités : assurer à tous et toutes un logement décent, garantir des services publics de qualité, garantir un emploi digne. La transition écologique et le lien social en sont pourvoyeurs comme le montre l'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée. La fiscalité écologique, comme la taxe carbone, doit aussi être partagée équitablement et fléchée vers la transition écologique. Nous demandons également à ce que toutes nouvelles lois et politiques publiques soient évaluées à partir de leur impact sur les 10 % les plus pauvres et au regard des Objectifs de développement durable que la France s'est engagée à réaliser.

Pour que la transition écologique soit juste, toutes et tous – et en particulier les plus pauvres – doivent être associés à la construction de solutions concrètes et être considérés comme sources d'initiatives : contraintes à une sobriété du fait de leurs conditions de vie, les personnes les plus pauvres ont des pratiques écologiques dont toute la société peut s'inspirer.

Tous ensemble, nous sommes décidés à agir, à transformer la société en partant de l'expérience et du savoir des plus pauvres, ces « invisibles » qui résistent et qui prendront la parole le 17 octobre pour qu'enfin on les entende !

Une journée de mobilisation

PARTOUT EN FRANCE

Des évènements sont organisés dans le cadre de la Journée mondiale du refus de la Misère, sous réserve de l'évolution des conditions sanitaires.

Consultez notre [carte interactive des mobilisations](#).

À PARIS



10.30-12.00 : Table Ronde « Agir pour la planète sans oublier les plus pauvres, (im)possible ? » animée par Aurore Chaillou

Ouverture

- **Sylvie Bukhari de Pontual**, présidente du CCFD-Terre solidaire
- **Marie-Aleth Grard**, présidente d'ATD Quart Monde

Intervenants

- **Malcom Ferdinand**, docteur en science politique à l'Université Paris-Diderot et chercheur au CNRS
- **Clotilde Bato**, directrice générale de SOL et présidente de Notre affaire à tous
- **Juliette Franquet**, directrice de Zero Waste France
- **Patricia Samoun**, citoyenne participante à la Convention citoyenne pour le Climat

Retransmission en ligne : <https://youtu.be/QUKcF9W4QLk>

10.30-20.00 : Journée Grand Public sur le parvis du Trocadero

Accueil, animations et sensibilisation du grand public.



17.30-19.00 : Temps officiel

Prises de parole des représentants des 60 organisations du Collectif Refuser la Misère, d'élus et personnalités, ainsi que de personnes en situation de pauvreté.

Retransmission en ligne : <https://youtu.be/8-Ku5Em5qZ8>

La Journée mondiale du refus de la misère est célébrée chaque 17 octobre. Née de l'initiative de Joseph Wresinski et de plusieurs milliers de personnes de tous milieux qui se sont rassemblées sur le Parvis des Droits de l'Homme à Paris en 1987, cette journée est officiellement reconnue par les Nations Unies depuis 1992. La Journée mondiale du refus de la misère donne la parole aux personnes directement concernées par la pauvreté sur les conditions indignes qu'elles vivent, sur leurs résistances quotidiennes et leurs aspirations. Cette journée est également l'occasion de rappeler que la misère est une violation des droits humains et qu'elle n'est pas une fatalité.

La journée mondiale du refus de la misère

La campagne

Prenons le guidon, changeons de direction

Placée cette année sous le signe de la justice sociale et environnementale, le vélo a été choisi comme symbole de la journée. Avec ses deux roues – celle de la justice sociale et celle de la justice environnementale – le vélo illustre par sa chaîne bien résistante, la force du collectif face à l'inacceptable que représente la misère.



A destination des enseignants, des parents et de celles et ceux qui sont en contact avec des enfants, un kit pédagogique rassemble une palette d'outils à utiliser tout au long de l'année pour sensibiliser les enfants aux inégalités ainsi qu'à la justice sociale et environnementale. A télécharger gratuitement [ici](#).

Le Collectif Refuser la Misère 2020

82-4000 Solidaires • Action catholique des enfants • ADMR • Advocacy • AFEV • AGSAS • Alternatiba • Amnesty international • APEL • Apprentis d'Auteuil • ASSFAM • ATD Quart Monde • Défenseur des Enfants international • De la Convention aux actes • Etudiants et Développement • Bleu blanc zèbre • Benenova • BICE • CCFD Terre solidaire • CCSC Vaincre le chômage • CGT • Chrétiens dans le monde rural • CMJCF • CMR • CNAPE • CRID • Eclaireurs Eclaireuses de France • Eglise verte • Enseignement catholique • Fédération des acteurs de la solidarité • Festisol • FFCS • FIDL • FNE • Francas • France Terre d'Asile • FSCF • FSU • GFEN • GSVO 95 • Habitat et Humanisme • Harmonie mutuelle • HWPL • ICEM • JOC • Kurioz • La Bascule • La Case • La Cimade • La Cloche • Ligue des droits de l'Homme • Les Petits frères des pauvres • Mouvement action non violente • MRAP • Ouvriers de joie • Oxfam France • Pacte civique • PEP • Pour un réveil écologique • Réseau Action Climat • REFEDD • Reporterre • Revue Projet • Scouts et Guides de France • Secours catholique - Caritas France • Seminaire Fnaren • SE-UNSA • SGEN-CFDT • SOS Racisme • Tabori • Utopia 56 • Vacances et familles •

Pistes de reportages

La ferme urbaine de Lille3000, le jardinage par tous et pour tous



Le projet Les Clochettes a pour mission de recréer du lien social au sein du quartier et de réhabiliter l'image des plus démunis par l'implication des habitants avec ou sans-domicile dans des activités de jardinage ou de constructions collectives. Le projet permet également de changer de regard sur les personnes à la rue tout en impliquant chacun dans l'embellissement de l'espace commun.

Les Clochettes représentent une multitude d'initiatives urbaines, citoyennes et éco-responsables où chacun peut mettre la main à la pâte : jardins partagés, fermes urbaines, fresques murales etc.



Territoires zéro chômeur, l'emploi au service de l'humain et de la planète

Lancé par ATD Quart Monde, Emmaüs France, Le Secours catholique, Le Pacte civique et La Fédération des acteurs de la solidarité, le [projet Territoires zéro chômeur de longue durée](#) est expérimenté dans 10 territoires depuis 2017, dans le cadre d'une loi d'expérimentation. Objectif : montrer que

personne n'est inemployable et que grâce à la mobilisation collective, l'économie peut être au service de l'humain et de la planète, à condition que les plus éloignés de l'emploi soient au cœur de la démarche.

Le principe ? Des Entreprises à But d'Emploi (EBE), qui embauchent – sur la base du volontariat – des chômeurs de longue durée en CDI, au SMIC et à temps choisi, afin de réaliser des travaux utiles localement mais non réalisés car jugés peu rentables pour le marché classique : transport de personnes, accompagnement aux courses, bibliothèque ambulante, retouche de vêtements, soutien aux personnes âgées isolées ou en situation de handicap, soutien scolaire, activités de recyclage, etc. Ces entreprises particulières sont financées, pour l'essentiel, par la réaffectation des coûts et des manques à gagner liés la privation durable d'emploi.

Avec Territoires zéro chômeur de longue durée, c'est assurément un nouveau « bien commun », l'emploi, que chacun de ces territoires produit et protège dans une perspective de transition économique, sociale et écologique !

**DEPUIS 2017,
1 100 PERSONNES
ONT ÉTÉ EMBAUCHÉES
GRÂCE À TERRITOIRES ZÉRO
CHÔMEUR DE LONGUE DURÉE.**

**LA SECONDE LOI VISANT À
ÉTENDRE L'EXPÉRIMENTATION
À DE NOUVEAUX TERRITOIRES
A ÉTÉ ADOPTÉE EN PREMIÈRE
LECTURE PAR L'ASSEMBLÉE
NATIONALE À L'UNANIMITÉ,
LE 16 SEPTEMBRE.**

A Noisy-le-Grand, devenir acteur de son rapport à l'environnement



[Le Centre de promotion familiale d'ATD Quart Monde](#) à Noisy-Le-Grand accompagne des familles qui ont connu l'errance dans leur projet, à leur rythme et selon leurs priorités, pour leur permettre de reconstruire une vie familiale et de prendre un nouveau départ à partir de la sécurité du logement.

Parmi les actions mises en œuvre, les équipes proposent depuis plusieurs années des projets à dimensions écologiques : temps partagé autour du potager et du poulailler, ateliers de préparation de plats et de petits pots pour bébés à partir des légumes du jardin, ateliers couture, espace menuiserie permettant aux familles qui le souhaitent de fabriquer leurs propres meubles. En dehors du quartier, des sorties sont aussi proposées pour découvrir la montagne, la randonnée, le vélo, etc. Au-delà de la transmission de savoir, l'objectif est que ces familles, plutôt que de subir les injonctions écologiques, puissent être actrices de ces nouveaux rapports à l'environnement en se dotant d'outils leur permettant d'inventer leur propre façon de vivre l'écologie.

Témoignages

Faire de l'environnement une cause commune, c'est aussi lutter contre la violence, lutter contre la stigmatisation des plus pauvres qu'on condamne à vivre dans des barres HLM pourries, mal isolées, comme j'ai pu l'être et où j'avais des dépenses de chauffage pas possible.

Je fais le tri. Je trouve ça compliqué, ça change souvent. je le fais pour éviter le gaspillage, pour que des choses puissent être recyclées mais je trouve que ça prend de la place, qu'il faut une grande cuisine.

Il ne suffit pas d'inviter les personnes en situation de pauvreté à un événement, il faut que les associations climat aillent plus à leur rencontre, organisent des réunions dans les quartiers, viennent voir dans les quartiers comment l'écologie populaire s'invente.

Quand je prends un bain, je mets mon eau dans des seaux, après le bain. Je commence ma lessive avec et après ça me sert à laver le sol.

Les « spécialistes » de l'écologie devraient apprendre à se faire comprendre par les plus pauvres et par le plus grand nombre et ne pas faire comme si cela ne nous concernait pas directement. Car les personnes pauvres sont capables de s'exprimer, elles sont pauvres mais pas bêtes ; elles ont des choses à dire, mais avec d'autres mots ; qui peuvent aller beaucoup plus loin car ces personnes vivent ce qu'elles disent, partagent ce qu'elles ressentent, pour en tirer une réflexion qui soit utile à tous.

Parce qu'on n'a pas le choix, on fait des économies de lumière. On ne prend pas l'avion. Par nécessité, on élimine les choses non indispensables. Les personnes en grande pauvreté recyclent depuis longtemps.

L'éducation on ne l'a pas eu au niveau écologique, on a les automatismes. Comment être bien informés ? Ca permet de transmettre et d'avoir le pouvoir d'agir. Si on nous donnait plus d'infos, si on nous montre comment faire, on saurait faire.

Contacts Presse

ATD Quart Monde

Emilie Perraudin / 06 28 61 69 05 / emilie.perraudin@atd-quartmonde.org

La Cloche

Fleur Marques Bosio / 06 27 17 09 06 / fleur.marquesbosio@lacloche.org